

L'effet synergique des déterminants de l'accès au financement bancaire par les PME au Cameroun

Christèle Flore KADJIE
PhD en Sciences de Gestion, FSEG,
Université de Dschang (Cameroun)
E-mail : kamkuiflo@yahoo.fr

Guy René OMENGUELE
Chargé de cours, Université de Bamenda
(Cameroun)
E-mail : omenguelereneguy@yahoo.fr

Résumé

Ce papier explore l'effet synergique des déterminants de l'accès au financement bancaire par les Petites et Moyennes Entreprises (PME) au Cameroun. La méthodologie d'analyse est la régression logistique binomiale appliquée sur des données collectées par un questionnaire administré auprès d'un échantillon de 78 PME. Trois principaux résultats découlent de cette recherche. Premièrement, la relation banque-entreprise, mesurée par la durée de la relation et le nombre de banques en relation de financement avec l'entreprise, a un effet positif et significatif sur l'accès au crédit bancaire. Deuxièmement, la structure de propriété de l'entreprise impacte significativement sur l'accès au financement bancaire. Troisièmement, le profil du dirigeant capté à travers l'âge, exerce une influence significative sur l'accès des PME au financement bancaire.

Mots Clés : Asymétrie d'Information, Financement Bancaire, PME, Régression Logistique Binomiale.

The synergetic effect of the determinants of access to bank financing by SMEs in Cameroon

ABSTRACT

This paper explores the synergistic effect of the determinants of access to bank financing by Small and Medium Sizes Enterprises (SMEs) in Cameroon. The methodology of analysis is the binomial logistic regression applied on data collected by a questionnaire administered to a sample of 78 SMEs. Three main results stem from this research. Firstly, the bank-firm relationship measured by the duration of the relationship and the number of banks in a financing relationship with the firm has a positive and significant effect on access to bank credit. Secondly, the company's ownership structure has a significant impact on access to bank financing. Thirdly, the profile of the manager captured through his age has a significant influence on SMEs access to bank financing.

Keys words: Asymmetric Information, Bank Financing, SMEs, Binomial Logistic Regression.

Introduction

Au Cameroun comme dans la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, l'accès au crédit bancaire est évoqué comme étant l'une des contraintes majeures de l'entrepreneuriat. Plusieurs études montrent que cette contrainte touche particulièrement la PME (Africa practice, 2005 ; Banque Mondiale, 2006). Les résultats de l'enquête du Ministère des PME (2009) indiquent que près de 77,1% de PME Camerounaises connaissent des problèmes de financement bancaires¹. D'après les rapports Doing Business (2009-2010), les entreprises camerounaises sont passées de la 131^{ème} position en 2009 à la 135^{ème} position en 2010 en ce qui concerne l'obtention des crédits bancaires. Cet environnement est à l'origine de la faillite de nombreuses entreprises camerounaises et plus particulièrement les PME (Ndjanyou, 2001 ; Ngoa et Niyonsaba, 2012). Or le Document Stratégique de la Croissance et de L'emploi du Cameroun (DSCE) montre que l'un des objectifs de la croissance et d'emploi est de ramener le sous-emploi actuel de 75,8% à moins de 50% en 2020 à travers la création de dizaines de milliers d'emplois par an pendant les dix prochaines années en s'appuyant sur un tissu de plus en plus dense de PME /PMI . L'Etat camerounais a donc mis la PME au centre de la stratégie de relance de la Croissance et de L'emploi car celles-ci représentent plus de 94% de la population totale des entreprises camerounaises (DSF, 2007) et offrent plus de 200 000 emplois permanents.

Les dispositions de la loi N°2010/001 du 13 Avril 2010 portant promotion des PME au Cameroun révèlent que l'ensemble des entités économiques regroupées sous les termes PME rassemble toutes les entreprises qui emploient au plus 10 personnes et dont le chiffre d'affaires n'excède pas un milliard de FCFA. Malgré la place centrale qu'occupe la PME camerounaise dans le DSCE, force est de constater que nombreuses sont ces types d'entreprises qui font encore face aux difficultés de financement de leurs investissements et exploitations courantes ; plus précisément celles liées à l'accès aux crédits bancaires présentés par plusieurs auteurs comme étant la source de financement pour PME (Cherif, 1999; Wanda, 2001 ; Ndjanyou, 2001 ; Fansi, 2010). Par ailleurs, ces PME camerounaises malgré la place qu'elles occupent dans l'économie nationale, malgré la motivation de leurs dirigeants et/ou promoteurs, ont du mal à trouver auprès des différentes institutions financières, les ressources nécessaires pour mener à bien leurs activités ; Seulement 6% de crédits bancaires sont émis en direction de celles-ci pour l'année 2009 (Fansi, 2010)².

Dans les pays en développement d'Afrique Subsaharienne en général et au Cameroun en particulier, le PME constituent des stimulants de l'esprit d'entreprise et de la création du tissu industriel. Cependant, les PME contribuent aussi au développement des pays d'Afrique Subsaharienne via leurs activités qui souffrent de plusieurs problèmes dont la difficulté de financement (Coluzzi et al. 2009). En effet, pour leur bon suivi, les PME ont besoin de ressources financières nécessaires pour le cycle d'investissement tout comme pour le cycle d'exploitation. Or le rapport de l'Institut Nationale de la Statistique (INS) de 2016 relève que l'accès au financement reste toujours un obstacle à l'entrepreneuriat, malgré le taux qui est passé de 55,6% en 2009 à 30,7 % en 2016.

Du point de vue de la littérature, dans la théorie d'asymétrie d'information développée pour la première fois par Akerlof (1970), l'emprunteur est le seul à connaître la bonne information sur l'entreprise ; il choisit le plus souvent de donner la mauvaise information lors de la demande de crédit (risque de sélection adverse), ou alors après l'octroi du crédit (risque d'hasard moral). Par ailleurs, en accord avec la théorie d'agence présentée pour la première fois par Jensen et Meckling (1976), le banquier considère que l'emprunteur est un individu opportuniste, ce dernier ne lui fournit pas toujours la bonne information sur la structure financière de l'entreprise, privilégie ses intérêts au

¹ Les PME camerounaises trouvent encore des difficultés à financer leurs différentes activités ; alors qu'elles sont au centre du développement économique du Cameroun tout comme dans la plus part des pays en voie de développement.

² Cité par le journal Mutation du 29 OCT 2010, « les PME/PMI Camerounaises et leurs besoins de financement »

détriment de ceux du prêteur. Suite à cela, le banquier engage des coûts d'agences pour mieux contrôler l'emprunteur (Williamson, 1985).

Des travaux empiriques illustrent cette controverse dans la littérature. En effet, les traitements des demandes de crédit des PME sont faits sur la base de plusieurs critères présentés dans la littérature qui peuvent être axés sur des données objectives (étude de marché, bilan comptable, compte de résultat) ou sur des données subjectives. A ce sujet, Ndjanyou (2001) pense que les banques camerounaises ne doivent plus rejeter la totalité des demandes en provenance des PME ; elles doivent faire non seulement une analyse du risque et de l'incertitude mais aussi, elles doivent effectuer cette analyse de risque adaptée au contexte des PME camerounaises tout en intégrant un réaménagement de l'analyse financière classique, la proximité, la confiance et sans perdre de vue le fait qu'une gestion de l'information en matière d'octroi de crédit réduit le risque et l'incertitude.

Dans le même ordre d'idée, Wamba (2013) en accord avec les travaux de Ngoa et Niyonsaba (2012) montre que le capital social est un catalyseur d'accès au crédit bancaire pour les PME camerounaises. Mais ces études présentées ci-dessus n'ont pas pris en compte les aspects structurel et comportemental respectifs à l'entreprise et au dirigeant. En effet, des études récentes trouvent que le dirigeant joue un rôle prépondérant dans la prise de décision d'octroi de prêt par le banquier (intermédiaire financier), en ce sens que les variables comportementales et cognitives telles que l'expérience professionnelle, le niveau d'étude, l'âge (Chebil et Tadjine, 2013 ; Laib, 2013 ; Quartey et al, 2017 ; Buyinza et al., 2018) sont pris en compte lors de l'analyse des dossiers de prêts. En dehors des variables comportementales liées au profil du dirigeant, le banquier s'intéresse aussi à la structuration de l'entreprise en prenant en compte des variables telles que l'âge, le secteur d'activité, la structure de propriété de l'entreprise, le statut juridique (Hooks, 2003 ; Roob et Wolken, 2002; Nekhili et Derbel, 2007). La prise en compte de ces aspects structurel et comportemental permet de réduire l'asymétrie d'information tout en installant un climat de confiance dans la relation banque-PME, favorable à l'accès des PME au financement.

Sur la base de ce qui précède, ce papier a pour contribution d'identifier les facteurs explicatifs de l'accès des PME au financement bancaire, en s'attardant sur la relation banque-PME, sur les caractéristiques des PME et sur le profil du dirigeant.

Ainsi, L'objectif est d'explorer l'effet synergique des déterminants d'accès au financement bancaire par les PME. A cet effet, les facteurs explicatifs de la relation banque-entreprise (la durée de la relation, le nombre de banque en relation de financement), ceux des caractéristiques de l'entreprise (l'âge de l'entreprise, la structure de propriété) et le profil du dirigeant (l'expérience professionnelle, l'âge du dirigeant) sont étudiés dans le cadre de cette recherche.

Le reste du papier se présente comme suit. La section 1 est consacrée aux déterminants de la structure financière au Cameroun. La section 2 expose la méthodologie ; laquelle débouche sur les résultats en section 3. La section 4 est réservée à la conclusion et aux principales recommandations.

1. Les déterminants de la structure financière au Cameroun

Nous présentons tout à tour les déterminants liés au contexte, ceux qui ressortent de la relation banque-entreprise, ceux issus de l'entreprise et les déterminants relatifs au dirigeant.

1.1. Déterminants du contexte

L'accès au financement bancaire des PME camerounaises est influencé par des facteurs propres au contexte camerounais dont : la faiblesse du système judiciaire, les contraintes réglementaires de la COBAC, l'environnement fiscal et la surliquidité bancaire (Lefilleur, 2008).

Premièrement, le système judiciaire camerounais souffre le plus souvent du laxisme des autorités judiciaires dans le respect des lois et règlements, du manque d'efficacité dans le traitement des dossiers de litiges commerciaux, avec un nombre très élevé de procédures et de délais de règlements très longs (Fouda, 2009). Ces aspects rendent le pays particulièrement vulnérable à la corruption (Lefilleur, 2008). En fait, le classement de l'année 2011 de transparency international, ONG internationale intervenant dans la lutte contre la corruption, indique que le Cameroun est 134^{ème} sur 182 avec une note de 2.5 sur 10 ; où 0 indique une corruption systématique et 10 une absence de corruption. Cette ONG révèle aussi que le système judiciaire est considéré comme l'un des secteurs les plus touchés par la corruption en Afrique. En d'autre terme, les procédures administratives et judiciaires sont corrompues et mettent en doute la fiabilité du système judiciaire camerounais (Lefilleur, 2008).

Deuxièmement, la COBAC en tant que contrôleur et régulateur des activités bancaires, impose aux banques des normes prudentielles. En effet, le respect d'un nombre de ratios plus particulièrement, les ratios de solvabilité et de liquidité limitent l'engagement des banques dans le financement des PME (Lefilleur, 2008). Autrement dit, à cause de ces ratios, les banques ne peuvent pas allouer aux PME toutes les ressources dont elles ont besoins (Joseph, 1998), ceci pouvant se justifier en matière de gestion des risques.

Troisièmement, les PME camerounaises évoluent dans un environnement fiscal peu propice aux affaires (Wamba et Tchamanbe-Djine, 2002 ; Missoka, 2010). En effet, selon le classement effectué par "Doing Business 2012" du groupe de la Banque Mondiale, le Cameroun est classé 171^e sur 183 en matière de paiement des impôts et taxes, qui absorbent au Cameroun 49.9% des bénéfices bruts des entreprises. Dans un contexte caractérisé par une forte asymétrie d'information, les PME ont tendance à contourner le plus souvent le paiement des impôts en falsifiant les données comptables contribuant ainsi à stimuler la méfiance des banquiers vis-à-vis des PME et à limiter leur engagement en matière de financement (Ndjanyou, 2001 ; Lefilleur, 2008 ; Takoudjou et al., 2013).

Quatrièmement, les banques de la CEMAC et celles du Cameroun en particulier sont surliquides. Dans la politique d'octroi du crédit, les banques collectent l'épargne en provenance des agents en excédent de financement, qu'elles octroient aux agents en déficit de financement ou alors elles se tournent vers la banque centrale (BEAC) pour se refinancer (Joseph, 1998). Par ailleurs, l'épargne collectée est essentiellement constituée des ressources à court terme, alors que les entreprises recherchent le plus souvent le financement à long terme (Joseph, 1998). Or en octroyant les crédits longs, les banques courent le risque de ne pas pouvoir faire face aux retraits imprévus des épargnants.

1.2 Les déterminants liés à la relation banque-entreprise

La relation banque-entreprise est caractérisée par l'existence d'une asymétrie d'information qui est l'une des raisons principales de l'exclusion de la PME du financement bancaire (Boot, 2000). Toutefois, certains facteurs liés à cette relation bancaire peuvent influencer l'accès des PME au financement.

A cet effet, plusieurs travaux empiriques ont relevé l'importance qu'a la relation banque-entreprise lors du processus d'octroi de crédit. A ce sujet, Hoshi et al. (1991) montrent que la relation banque-PME est mesurée par plusieurs facteurs dont les plus importants sont la

durée de la relation et le nombre de banques. En effet, Wamba (2013) a montré qu'il existe une relation positive entre la durée de la relation banque-PME et l'accès au financement bancaire. Quant au nombre de banques, la littérature converge vers deux opinions contradictoires. En fait, pour Hernandez-Canovas et Martinez-Salano (2007), la multibancarisation impacte positivement sur l'accès au crédit bancaire alors que pour des auteurs comme Von Thadden (1995), la multibancarisation exerce un effet négatif sur l'accès au financement bancaire. En dehors de l'analyse des aspects de la relation banque-PME lors du processus d'octroi de crédit, les caractéristiques de l'entreprise sont aussi prises en compte.

1.3. Déterminants liés à l'entreprise

Les travaux de Quartey et al. (2017), allant dans le même sens que ceux de Nekhili et Derbel (2007), ont montré que les variables structurelles de l'entreprise telles que : l'âge, la taille et la structure de propriété sont des facteurs importants en ce qui concerne les caractéristiques de l'entreprise pris en compte lors de l'évaluation d'une demande de crédit. En fait, pour eux, il existe une relation positive entre l'âge de l'entreprise et l'accès au crédit bancaire. Hooks (2003) souligne que les entreprises les plus jeunes éprouvent des difficultés dans la formulation de leur demande de prêt dès lors qu'elles ne possèdent pas suffisamment d'états financiers antérieurs. Pour Berger et Udell (1998), le recours à la dette est motivé par des objectifs de l'entrepreneur de protéger ses droits de propriété.

1. 4. Déterminants liés au Dirigeant

Les études de St-pierre (1999) ont montré que l'entrepreneur occupe une place centrale au sein de l'entreprise, qui lui permet d'avoir accès aux informations qu'il ne veut pas toujours partager avec le banquier. En effet, St-pierre (1999) note que « l'entrepreneur hésite à dévoiler l'information qu'il croît stratégique de peur de réduire la compétitivité de son entreprise. Dans un tel contexte, un conflit lié à l'information s'installe entre le banquier et le dirigeant provoquant un climat de méfiance de la part du banquier, car il devient difficile pour lui de connaître si l'entreprise honorera ses engagements dans les délais fixés sur la base des informations jugées incomplètes. Nekhili et Derbel (2007) ont trouvé qu'il existe une relation positive entre l'expérience professionnelle du dirigeant et l'accès au crédit bancaire. De même, Robb et Wolken (2002) ont montré qu'il existe une relation significative entre l'âge du dirigeant et l'accès des PME au financement bancaire. De plus, Quartely et al. (2017) à travers leurs travaux ont relevé que l'expérience du dirigeant de PME impacte positivement sur l'accès de l'entreprise au financement bancaire. Pour atteindre notre objectif qui est d'identifier les déterminants d'accès au financement bancaire par les PME, les outils méthodologiques spécifiques sont mobilisés.

2. Méthodologie

L'objectif de cette section est de présenter l'approche méthodologique de cette étude. il est question pour nous de donner la source des données, clarifier les différentes mesures des variables, ainsi que la spécification économétrique des modèles.

2.1. Source des données

Dans cette section, quatre points retiendront notre attention : la sélection des entreprises à enquêter, la méthode de constitution de l'échantillon, la réalisation et le contenu de l'enquête et la collecte des informations.

Notre étude empirique porte sur les entreprises camerounaises de type Petites et Moyennes Entreprises (PME). Plusieurs raisons justifient le choix de cette catégorie d'entreprises parmi lesquelles :

- Les PME ont montré une plus grande flexibilité et une meilleure résistance à la crise que les grandes entreprises ;
- Elles présentent un faible coût en matière de création d'emploi ;
- Les PME facilitent le transfert de technologie.

Les PME contribuent efficacement à la lutte contre la pauvreté. Par ailleurs, d'après les rapports des DSF (2007). Notre échantillon est construit à partir des PME de la ville de Douala dans la mesure où elle regorge 35.1% de la totalité des entreprises camerounaises d'après le rapport de l'INS en 2009, une forte représentation qui s'est un peu dépréciée en 2016 (33,5%) d'après le rapport de l'INS de cette dernière année³. Toutefois, certaines entreprises sont exclues de notre échantillon à savoir : les institutions financières : banques, EMF, compagnies d'assurance et les entreprises qui n'entretiennent pas de relations de financement avec les banques classiques.

L'échantillon de cette recherche est construit à partir de la méthode par choix raisonné (méthode non probabiliste). Le choix de cette méthode se justifie par l'absence de base de sondage sur le financement bancaire des PME au Cameroun et le fait qu'elle prend en compte la subjectivité du chercheur. Les données recueillies pour cette étude de source primaires sont de natures quantitatives et qualitatives. Toutefois, le recueil de nos données a été fait à l'aide d'un questionnaire contenant les questions ouvertes et les questions fermées. L'administration de l'instrument de recueil des données s'est faite de façon mixte (directe ou indirecte) auprès des cadres des PME camerounaises (directeur, comptable et DAF) ceci en fonction leur disponibilité.

Pour construire notre échantillon nous avons eu recours à « Douala zoom 2016 ». Après localisation des différentes entreprises, quelques entretiens à l'accueil de ces entreprises nous ont permis de prendre des rendez-vous afin de rencontrer les dirigeants indiqués pour répondre à notre questionnaire. Puisque nous nous intéressons aux facteurs explicatifs de l'accès des PME camerounaises au financement bancaire, la population mère est celle dans laquelle est issu l'échantillon. Tout élément de cette population est susceptible de fournir des informations qui nous permettront de réaliser les objectifs de la présente étude. Nous avons constitué un échantillon dont voici la procédure de constitution : nous avons administré 100 questionnaires, nous n'avons récupéré que 85 et 78 seulement sont exploitables, représentant 78 % des questionnaires déposés. C'est à partir de cet échantillon de 78 entreprises que nous testons l'effet de nos variables explicatives sur la variable dépendante.

Les caractéristiques de l'échantillon final sont présentées dans le tableau 1 suivant :

³ D'après le rapport de l'INS (2016), la ville de Douala reste celle qui regorge la majeure partie des entreprises vue son statut économique, comparais aux autres villes au Cameroun.

Tableau 1 : Caractéristiques de l'échantillon

		Effectifs	%
Statut juridique	SARL	46	59,0
	SA	23	29,5
	Entreprise individuelle	9	11,5
Secteur d'activité	Commerce	43	55,1
	Industrie	15	19,2
	Service	20	25,6
	Total	78	100
Nombre d'employés	Moins de 10	19	24,4
	Entre 10 et 25	30	38,5
	Entre 26 et 51	7	9,0
	Entre 52 et 77	5	6,4
	Plus de 77	17	21,8
	Total	78	100
Âge entreprise	Moins de 5 ans	19	24,4
	[5 ans et 10 ans [20	25,6
	[10 ans et 20 ans [24	30,8
	Plus de 20 ans	15	19,2
	Total	78	100
Structure de propriété	Associés apparentés	49	62,82
	Associés non apparentés	29	37,18
	Total	78	100
Âge dirigeant	[22 ans et 44ans [29	37,2
	[44ans et 66 ans	47	60,3
	Plus de 66 ans	2	2,6
	Total	78	100,0
Niveau d'étude du dirigeant	Inferieur au BAC	20	25,6
	BAC	10	12,8
	BAC+2	15	19,2
	BAC+4	21	26,9
	Troisième cycle	12	15,4
	Total	78	100,0
Expérience professionnelle	Moyenne	30	38,5
	Elevée	48	61,5
	Total	78	100,0

Source : L'auteur à partir du logiciel Stata 12

A la lecture de ce tableau 1, nous constatons que parmi 78 entreprises interrogées, 46 sont des SARL, 23 des SA, et 9 des entreprises individuelles pour des pourcentages respectifs de 59%, 29,5% et 11,5%. La grande proportion des SARL et des SA traduit le caractère sociétal de nos entreprises bien que la majeure partie de SARL soit unipersonnelle.

Par ailleurs, nous constatons que sur 78 entreprises interrogées, 43 sont des commerces soit un pourcentage de 55,1%, 15 PME sont des industries soit 19,2% et 20 PME opèrent dans le secteur de service correspondant à 25,6%. De même, sur 78 PME interrogées, 19 ont moins de 5ans soit un pourcentage de 24,4% ; 20 sont âgées entre 5 et 10 ans pour un pourcentage de 25,6% ; 24 âgées de 10 à 20 ans soit 30,8% et 15 de plus de 20 ans correspondant à 19,2%. Au nombre des PME

interrogées, 49 entreprises représentant 62,82 %, ont leur capital constitué par les associés apparentés contre 29 PME (37,18%) dont le capital est constitué par les associés non apparentés.

En ce qui concerne le profil du dirigeant, ce dernier tableau relève que 29 PME (37,2%) enquêtées ont des dirigeants âgés de 22 à 43ans, 47 (60,3%) PME ont des dirigeants âgés de 44 à 65 ans et 2 (2,6%) PME dont les dirigeants ont plus de 65 ans. De même, 48 (61,5%) de ces 78 entreprises interrogées sont dirigées par des personnes dotées d'une expérience élevée dans le secteur d'activité principale, contre 30 PME (38,5%) qui sont dirigées par des personnes dotées d'une expérience moyenne dans le secteur d'activité principale de l'entreprise. Notons aussi que 20 (25,6%) des entreprises enquêtées ont des dirigeants ayant un niveau d'étude inférieur au BAC, 10 (12,8%) ont des dirigeants diplômés du baccalauréat, 15 (19,2 %) dont leur dirigeant ont BAC+2, 21 (26,9%) dont les dirigeants ont BAC+4 et 12 (15,4%) dont les dirigeants sont diplômés du troisième cycle.

2.2 Mesure des variables

Cette étude cherche à appréhender les facteurs qui expliquent l'accès au financement bancaire par les PME camerounaises. Pour construire nos différents modèles, nous effectuons le choix de nos variables endogènes et exogènes.

La variable dépendante dans cette étude est l'accès au crédit bancaire. Cette variable est dichotomique, elle prend la valeur "1" si accès au crédit et "0" si non accès au crédit.

Les variables explicatives sont relatives à la relation banque-entreprise (nombre de banque, durée relation), à l'entreprise (âge de l'entreprise, structure de propriété) et au dirigeant d'entreprise (âge dirigeant, expérience professionnelle).

Les variables de contrôle sont les variables susceptibles d'avoir un effet significatif sur l'accès au crédit bancaire. Nous retenons le secteur d'activité (SECTAC) et la gestion de propriété (GESPRO) conformément aux travaux respectifs d'Omri et Bellouma (2008) et ceux de Wamba (2013).

Le tableau 2 suivant donne un récapitulatif des définitions, codification et mesures des différentes variables explicatives.

Tableau 2: Récapitulatif des définitions, codification et mesures des variables

Variables	Code	Définition	Nature	Mesure	Signe attendu	Auteurs
Relation banque-entreprise	DURRE	Elle réfère au nombre d'années passée avec la banque.	quantitative	durée de la relation avec la banque	+	Takoudjou et al. (2013), Tili (2012), Boot (2000)
	NBREQ	C'est le nombre de banques qui entretiennent des relations d'affaire avec l'entreprise.	quantitative	nombre de banques	+/-	Ziane (2004), Refait (2003), Hernandez-canovas et Martinez-salano (2007)
Caractéristiques de l'entreprise	SECTAC	C'est le secteur dans lequel l'entreprise exerce.	qualitative	Secteur d'activité 1 si commerce 2 si industrie 3 si service	+	Omri et Bellouma (2008)

	STRUCTPRO	Elle représente la composition du capital de l'entreprise.	qualitative	-Structure de propriété 1 si associés apparentés 2 si associés non apparentés	+	Quartey et al. (2017), Nekhili et Derbel (2007)
	AGEENTRE	Il représente le nombre d'années qu'a l'entreprise depuis sa création.	quantitative	-âge de l'entreprise 1 si moins de 5ans 2 si [5ans-10ans [3 si [10 à 20 ans [4 si plus de 20 ans	+	Nekhili et Derbel (2007), Hooks (2003)
Profil du dirigeant	AGEDIRI	C'est l'âge qu'a le dirigeant d'entreprise	quantitative	-âge du dirigeant 1 si 22 ans 2 si] 22ans - 44 ans [3 si [44ans - 66 ans [4 si plus de 66 ans	+	Robb et Wolken (2002)
	Gestprop	Elle représente la personne qui gère l'entreprise.	qualitative	-gestion de propriété 1 dirigeant 2 dirigeant propriétaire	+	Wamba (2013)
	EXPERPRO	C'est le niveau de connaissance qu'a le dirigeant d'entreprise dans le secteur d'activité de l'entreprise	qualitative	-expérience professionnelle 1 si moyen 2 si élevé	+	Quartely et al. (2017), Nekhili et Derbel (2007)

Source : Les auteurs à partir de la littérature

2.3. Spécification économétrique

Pour atteindre nos objectifs, nous avons formulé quatre modèles économétriques dont un général d'accès au crédit (modèle logit binomial) inspiré des travaux d'Ayana et Reilly (2012), effectué dans le contexte de l'Ethiopie.

Les équations des différents modèles sont les suivantes :

Modèle 1 :

$$Y_i = \alpha_0 + \alpha_1 NBREBANQ + \alpha_2 DURRE + \alpha_3 SECTAC_1 + \alpha_4 SECTAC_2 + \alpha_5 GESPRO + \varepsilon_1$$

Modèle 2 :

$$Y_i = \beta_0 + \beta_1 AGEENTRE + \beta_2 STRUCTPRO + \beta_3 SECTAC_1 + \beta_4 SECTAC_2 + \beta_5 GESPRO + \varepsilon_2$$

Modèle 3 :

$$Y_i = \gamma_0 + \gamma_1 AGEDIRI + \gamma_2 EXPERPRO + \gamma_3 SECTAC_1 + \gamma_4 SECTAC_2 + \gamma_5 GESPRO + \varepsilon_3$$

Modèle général :

$$Y_i = \varphi_0 + \varphi_1 NBREBANQ + \varphi_2 DURRE + \varphi_3 AGEENTRE + \varphi_4 STRUCTPRO + \varphi_5 AGEDIRI + \varphi_6 EXPERPRO + \varphi_7 SECTAC_2 + \varphi_8 SECTAC_2 + \varphi_9 GESPRO + \varepsilon_4$$

Avec :

Y_i = accès au crédit ;

α_0 , β_0 , γ_0 et φ_0 = les ordonnées à l'origine respectives de chacune des équations de chaque modèle ;

β_i = coefficients de régression respectifs des variables explicatives du modèle 2 ;

γ_i = coefficients de régression respectifs des variables explicatives du modèle 3 ;

α_i = coefficients de régression respectifs des variables explicatives du modèle 1 ;

φ_i = coefficients de régression respectifs des variables explicatives du modèle général ;

SECTAC₁ et **SECTAC₂** = variables indicatrices liées à la variable secteur d'activité ;

A partir de ces formes précédentes, chacun de nos modèles aura la forme d'un modèle logit donné par la relation suivante :

$$Y_i = \frac{e^{\beta X}}{1 + e^{\beta X}}$$

Avec :

Y_i = accès au crédit qui est la variable dépendante pouvant prendre les valeurs " 0 " ou " 1 " ;

X = la matrice des variables explicatives correspondant à chacun des modèles ;

β = la matrice des coefficients de régression respectifs aux variables explicatives de chacun des modèles.

Justification de la méthode d'estimation retenue

En fait, à chaque modèle de régression correspond une méthode d'estimation bien indiquée (Gourieroux, 1989 ; Doucouré, 2002)⁴. Dans cette étude, la variable dépendante est qualitative (binaire). C'est pourquoi nous avons renoncé à l'utilisation du modèle de régression simple.

Dans la littérature statistique, plusieurs méthodes sont proposées pour l'étude de la relation entre une variable dépendante qualitative et plusieurs variables indépendantes quantitatives et qualitatives. Il s'agit du Probit, Logit, Tobit, Gombit. Etant donné que notre variable dépendante est qualitative (binaire), aussi que les résultats des tests de normalités de Shapiro Wilk et de Kurtosis relatifs aux variables révèlent que ces dernières ne suivent pas toutes une distribution de la loi normale, nous pensons judicieux de recourir au modèle Logit

Après les estimations effectuées, nous sommes parvenus aux principaux résultats présentés dans la prochaine section.

3. Résultats

Nous allons présenter tour à tour les résultats correspondant à l'impact de la relation banque-PME sur l'accès au crédit, ceux des caractéristiques de l'entreprise et ceux du profil du dirigeant.

⁴ Gourieroux (1989), Doucouré (2002) ; Cité par Omenguele R. (2011)

3.1. Résultat de l'effet de la relation banque-entreprise sur l'accès au crédit bancaire

La régression logistique sur les variables de la relation banque-entreprise ressort les résultats présentés dans le tableau 3.

Tableau 1:Résultat de l'effet de la relation banque-PME sur l'accès au financement bancaire

Variables	coefficients	Odds ratio	Effets marginaux	z	p> z
Nbrebanq	3.724***	41.444	0.323	3.80	0.000
Durre	0.313**	1.368	0.027	2.17	0.030
sectac1	0.575	1.777	0.049	0.54	0.588
sectac2	-0.514	.597	-0.044	-0.48	0.630
Gestpro	1.049	2.855	0.091	1.15	0.252
Number of obs = 78					
Prob > chi2 = 0.0000					
Pseudo R2 = 0.4074					

Source : L'auteur, à partir du logiciel STATA 12

***significatif à 1%, **significatif à 5%

A partir du tableau 3, nous constatons que le modèle1 est globalement significatif au seuil de 1% car nous avons au tableau 3, $prob > chi2 = 0.0000$. Partant des résultats du tableau 3 nous pouvons faire les commentaires suivant concernant les variables du modèle 1.

Le coefficient du nombre de banques est positif (3.724) et statistiquement significatif au seuil de 1%. Ce qui implique qu'une augmentation du nombre de partenaires bancaires entraîne une augmentation de la probabilité d'accès au crédit bancaire par les entreprises. En ce qui concerne les ratios de chances, on constate qu'il y a 41 fois plus de chance qu'une multiplication des partenaires financiers améliore l'accès au crédit bancaire par la PME. De plus, il ressort des résultats de l'effet marginal qu'une variation d'une unité du nombre de banques, entrainerait une variation marginale de la probabilité d'accès au crédit bancaire de 0.323.Ce résultat s'inscrit dans la même lancée que ceux de Boot (2000), Refait (2003),Ziane (2004)et Hernandez-canovas et Martinez-salano (2007).

La durée de la relation a une influence positive (0.313) et statistiquement significative au seuil de 5% sur l'accès au crédit bancaire par les PME. De même, les résultats du tableau des rapports de chances montrent qu'on a plus d'une fois de chances que la durée de la relation entre la PME et sa banque améliore la probabilité d'accès au crédit bancaire. Aussi, le résultat des effets marginaux souligne qu'une variation d'une unité de la durée de la relation entre la PME et la banque entraine une variation de la probabilité d'accès au crédit bancaire de 0.027.Ce qui voudrait dire que plus une entreprise entretient de bonnes relations sur plusieurs années avec une banque, plus elle a la chance de voir sa demande de crédit auprès de la banque validée. Ceci peut s'expliquer aussi par le facteur confiance qui naît entre la banque prêteuse et l'entreprise emprunteuse, car pendant la relation de longue durée, la banque en tant qu'intermédiaire financier collecte assez d'information sur l'entreprise, pouvant réduire l'asymétrie d'information et favoriser ainsi l'accès au crédit bancaire. Ces résultats sont en accord avec les travaux de Boot (2000), Petersen et Rajan (1994), Tlili (2012), Takoudjou et al. (2013) et Wamba (2013).

3.2. Effet des caractéristiques de l'entreprise sur l'accès au crédit

Le tableau 4 donne les résultats de l'effet des caractéristiques de l'entreprise sur l'accès au crédit bancaire.

Tableau 4: Résultat de l'effet des caractéristiques de l'entreprise sur l'accès au crédit bancaire

Variables	coefficients	Odds ratio	Effets marginaux	z	p> z
Ageentre	0.056	1.058	0.007	0.94	0.347
Structpro	1.270**	3.561	0.170	1.99	0.047
sectac1	-1.265	0.282	-0.169	-1.43	0.154
sectac2	-1.269	0.280	-0.170	-1.17	0.244
Gestpro	1.044	2.842	0.140	1.38	0.167
Number of obs = 78					
Prob > chi2 = 0.0651					
Pseudo R2 = 0.1359					

Source : L'auteur, à partir du logiciel STATA 12

***significatif à 1%, **significatif à 5%, *significatif à 10%

Dans la logique du raisonnement précédent, le modèle 2 est globalement significatif au seuil de 10% car $prob > chi2 = 0.0651 < 10\%$ (tableau 4). A partir de ces résultats, nous pouvons faire des interprétations suivantes :

Le coefficient de la variable âge de l'entreprise (Ageentre) est positif (0.056) et non significatif ($prob > chi2 = 0.347$). Cela voudrait dire que l'âge de l'entreprise influence positivement et de manière non significative sur la probabilité d'accès au crédit bancaire. De plus, les résultats des odds ratios montrent qu'on a plus d'une fois la chance pour que l'âge de la PME impacte sur sa probabilité d'accès au financement d'origine bancaire. De même, le résultat des effets marginaux montrent qu'une variation de l'âge de l'entreprise d'une unité entraîne une variation de la probabilité d'accès au crédit bancaire de 0.007. Ces conclusions obtenues corroborent celles d'Omri et Bellouma (2005) qui ont trouvé qu'il existe une relation positive et non significative entre l'âge de l'entreprise et l'accès ou non au crédit bancaire. Mais ils sont contraires à ceux de Nekhili et Derbel (2007) qui ont montré à partir de leurs travaux sur un échantillon de PME tunisiennes que plus la PME est âgée, plus elle a la chance d'accéder au crédit bancaire.

Le coefficient de la variable structure de propriété (Structpro) est positif (1.270) et statistiquement significatif au seuil de 5% ($prob > chi2 = 0.047$), traduisant le fait que la structure de propriété a une influence positive sur l'accès au crédit bancaire par les PME. Il ressort du tableau des résultats des rapports de chances qu'on a plus de 3 fois de chances pour que la structure de propriété influence sur la probabilité d'accès au crédit bancaire. De plus, la variation d'une unité de structure de propriété entraîne une variation de la probabilité d'accès au crédit de 0.170. Ces conclusions corroborent celles de Nekhili et Derbel (2007) qui selon lesquelles, le banquier préfère le plus souvent accorder le crédit aux entreprises dont la structure de propriété est constituée d'actionnaires ne faisant pas partie de la même famille (actionnaires apparentés), car la présence de tels actionnaires permet de réaliser une plus importante formalisation dans la préparation des données comptables venant ainsi atténuer l'asymétrie informationnelle. Toutefois, ce résultat peut encore s'expliquer dans le contexte camerounais par le fait que la majeure partie des PME camerounaises sont familiales et ont des structures de propriété constituées pour la majorité par les membres d'une même famille.

Nous pouvons donc conclure que les caractéristiques de l'entreprise (âge, structure de propriété) expliquent à 13.59% l'accès au crédit bancaire des PME.

3.3 : Effet du profil du dirigeant sur l'accès au crédit

Le tableau 5 présente les résultats de la relation entre le profil du dirigeant et l'accès au crédit bancaire.

Tableau 5 : Résultat de l'effet du profil du dirigeant sur l'accès au crédit bancaire

Variables	coefficients	Odds ratio	Effets marginaux	z	p> z
Agediri	-0.020	0.979	-0.002	-0.74	0.458
experpro	-0.926	0.395	-0.130	-1.10	0.271
sectac1	-1.090	0.336	-0.154	-1.29	0.196
sectac2	-0.961	0.382	-0.135	-0.94	0.345
gestpro	1.136	3.116	0.160	1.59	0.111
Number of obs = 78					
Prob > chi2 = 0.2127					
Pseudo R2 = 0.0931					

Source : L'auteur à partir du logiciel STATA 12

Le tableau 5 montre que le modèle 3 est non significatif ($prob > chi2 = 0.7606$). A partir des résultats de ce tableau, nous pouvons faire des commentaires sur chacune des variables de ce modèle.

Cette variable âge du dirigeant (Agediri) a un effet négatif (coeff= -0.020) et non significatif sur l'accès au crédit bancaire. La relation négative entre l'âge du dirigeant et l'accès au crédit bancaire est en accord avec les explications de Chapellier (1994), selon lesquelles, l'âge peut être corrélé avec le niveau d'instruction (les jeunes dirigeants disposant un niveau de formation élevé). Il poursuit ses explications en soulignant que le plus souvent, le jeune dirigeant manque d'expérience et s'appuie beaucoup plus sur les informations comptables et financières pour prendre ses décisions. Dans le même ordre d'idées, Robb et Wolken (2002) ont montré que les jeunes propriétaires dirigeants américains âgés entre 35 et 45ans, demandent plus le crédit que les plus âgés ; pour cela ils utilisent des méthodes formelles au début de leur carrière pour demander du crédit.

Le coefficient l'expérience professionnelle (experpro) est négatif et non significatif (coeff= -0.926 ; $P > z=0.271$). Ceci implique que l'expérience professionnelle du dirigeant de PME n'explique pas l'accès de l'entreprise au crédit bancaire. Ce résultat est en accord avec ceux de Nekhili et Derbel (2007) qui ont trouvé qu'il existe une relation négative et non significative entre l'expérience professionnelle et l'accord du crédit bancaire aux PME tunisiennes. Mais, ces résultats sont contraires à ceux de Takoudjou et al. (2013), Quartely et al. (2017) qui ont montré que l'expérience professionnelle considérée comme une variable extra comptable a un effet positif et significatif au seuil de 5% sur la décision d'octroi de crédit par le banquier.

3.5. Modèle général

L'objectif de ce modèle est de regrouper toute les variables explicatives au sein d'un seul modèle afin d'observer le pouvoir explicatif de l'ensemble de ces variables sur l'accès au crédit. Les résultats de cette analyse sont présentés dans le tableau 6 suivant :

Tableau 6: Résultat de l'effet de toutes les variables explicatives sur l'accès au crédit bancaire

Variables	coefficients	Odds ratio	Effets marginaux	Z	p> z
Nbrebanq	4.656***	105.274	0.339	3.62	0.000
Durre	0.399**	1.491	0.029	2.11	0.035
Ageentre	-0.003	0.996	-0.000	-0.04	0.971
Structpro	1.247	3.483	0.091	1.34	0.182
Agediri	-0.106*	0.899	-0.007	-1.95	0.051
Experpro	0.221	1.248	0.016	0.19	0.853
sectac1	0.847	2.333	0.061	0.68	0.494
sectac2	-0.440	0.644	0.032	-0.35	0.728
Gestpro	1.087	2.967	0.079	1.08	0.282
Number of obs = 78					
Prob > chi2 = 0.0000					
Pseudo R2 = 0.5026					

Source : L'auteur, à partir du logiciel STATA 12

*Significatif au seuil de 10% ; ** Significatif au seuil de 5% ; *** Significatif au seuil de 1 %

Il ressort des résultats du tableau 6 que le modèle général est globalement significatif au seuil de 1% ($Prob > chi2 = 0.0000$). Par ailleurs, on constate qu'il a un pouvoir explicatif de 50.26%, avec les variables telles que : nombre de banques, durée de la relation, et âge du dirigeant qui sont significatives respectivement aux seuils de 1%, 5% et 10%. Ici, il est important de noter que le coefficient de la variable âge du dirigeant est significatif au seuil de 10% contrairement aux résultats obtenus au modèle 3. Ce dernier résultat corrobore ceux de Robb et Wolken (2002) qui ont montré que l'âge du dirigeant est un facteur important pris en compte lors de l'étude des dossiers d'octroi de crédit aux PME. Quant aux signes des coefficients, nous constatons que les coefficients de toutes les variables explicatives n'ont pas changé de signes à l'exception des coefficients des variables âge de l'entreprise et expérience professionnelle, (-0.003 et 0.221) qui ont changé de signes dû au regroupement de toutes les variables au sein d'un seul modèle.

Pour ce qui est des résultats des rapports de chances (odds ratio), on constate qu'une PME qui entretient les relations de financement avec plusieurs banques a 105.274 fois de chance d'accéder au crédit bancaire. Ce résultat souligne l'importance du « multibanking » dans le financement des entreprises. De même, l'interprétation des odds ratio montre qu'il y a plus d'une fois (1.491) la chance pour que la durée de la relation avec la banque favorise l'accès de la PME au crédit bancaire. Quant à la variable âge du dirigeant, on a près d'une chance pour que cette variable améliore l'accès au financement bancaire.

4. Conclusions et recommandations

L'objectif de ce papier était d'explorer l'effet synergique des déterminants d'accès au financement bancaire par les PME. Les analyses empiriques effectuées à partir de la régression logistique binomiale sur notre échantillon final constitué de 78 PME, montrent dans un premier temps que la relation banque-entreprise mesurée par la durée de la relation et le nombre de banque exerce un effet positif et significatif sur l'accès au crédit bancaire. Dans un deuxième temps, nous avons relevé que la structure de propriété des PME a également un effet positif et significatif sur l'accès au financement bancaire. Dans un troisième temps, les résultats relèvent que l'âge du dirigeant influence significativement l'accès au financement bancaire ceci dans une analyse synergique (Modèle globale) des déterminants de la relation banque-PME, ceux des caractéristiques de l'entreprise et ceux du profil du dirigeant. Les résultats du modèle général montrent que les variables nombre de banque, durée de la relation et âge du dirigeant exercent des effets positifs et significatifs pour les deux premières, négatif et significatif pour la troisième sur l'accès au crédit bancaire. Nous pouvons conclure que le nombre de banque, la durée de la relation banque-entreprise, la structure

de propriété de l'entreprise et l'âge du dirigeant déterminent l'accès au financement bancaire des PME. Nous recommandons aux PME de multiplier les efforts en vue de donner des informations fiables et les plus précises afin d'entretenir de bonnes et longues relations de financement avec les banques. Aussi, le gouvernement devrait continuer à prendre des dispositions afin d'améliorer la capacité des PME à accéder au financement bancaire.

Références bibliographiques

- Africapratice. (2005) , « Access to Finance: Profiles of African SMEs », London, *Document De Travail* préparé pour Jetro, disponible sur www.africapratice.com/uploads/JETRO.pdf
- Akerlof G. A. (1970), « The Market for “Lemons”: Quality Uncertainty and the Market Mechanism »; *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 84, n° 3, pp. 488-500.
- Ayana Aga G. et Reilly B. (2012), « Access to Credit and Small Enterprises in Ethiopia »; *International Review of Applied Economics*, vol. 25, n° 3, pp. 313-329.
- Banque Mondiale (2006), « Making Finance Work for Africa »; Banque Mondiale.
- Berger A. et Udell G. (2002), « Small Business Credit Availability and Relationship Lending: The importance of Bank Organizational Structure »; *Economic Journal*, vol. 112, pp. 32-53.
- Boot A. (2000), « Relationship banking: What do we know? »; *Journal of Financial Intermediation*, n°9, pp. 7-25.
- Chapellier P. (1994), « Comptabilités et Système d'information du dirigeant de PME : essai d'observation et d'interprétation des pratiques » ; Thèse de Doctorat en Science de Gestion, Université de Montpellier II.
- Chebil A. et Tadjine T., L. (2013), « Décision d'octroi de crédit bancaire aux PME et diversité des critères d'évaluation par le banquier » ; Document de travail, Université de Sousse Tunisie.
- Cherif M. (1999), « Asymétrie d'information et financement des PMI innovantes par le capital-risque », *Revue d'Economie Financière*, n° 54, pp. 163-178.
- Fansi M., T. (2010), « Les PME/PMI camerounaises et leurs besoins de financement : le rôle moteur des grandes entreprises » ; *Journal Mutation*, pp. 1-5, octobre 2010
- Fouda Owoundi, J. ,P. (2009), « La surliquidité des banques en zone franc : comment expliquer le paradoxe de la CEMAC ? », *Revue Africaine De L'intégration*, n° 3, vol.2.
- Hernandez –Canovas G. et Martinez-solano (2007), « Effect of the Number of Banking Relationships on Credit Availability: Evidence from Panel Data of Spanish Small Firms », *Small Business Economics*, n° 28, pp. 37-53
- Hooks L., M. (2003), « The Impact of Firm Size on Bank Debt Use »; *Review of Financial Economics*, vol. 12, n° 2, pp. 173-189.
- Hoshi T., Kashyap A. et Scharfstein D. (1991), « Corporate Structure, Liquidity and Investment: Evidence from Japanese Industrial Groups »; *The Quarterly Journal of Economics*, n° 56, pp. 33-60.
- Jensen M. et Meckling W. (1976), « The Theory of the Firm : Managerial Behavior, Agency Costs and Ownership Structure »; *The Journal of Financial Economics*, vol. 3, pp. 305-360.
- Joseph A. (1998), « Quels Moyens mettre en œuvre pour faciliter l'Accès des Entreprises au Crédit Bancaire ? Cas du Cameroun »; *Document de Travail*, DT/98/04.
- Laid Y. (2013), « Determinants of Financing for Small and Medium Enterprise »; *Gestion2000*, n° 3, pp. 29-47.

Iefilleur J. (2008), « Comment améliorer l'accès au financement pour les PME d'Afrique subsaharienne ? » ; *Afrique contemporaine*, n° 227, pp. 153-74.

Missoka P. (2013), « Petites et Moyennes entreprises camerounaises : opportunités et enjeux » ; <http://www.foretiafoundation.org>.

Ndjanyou L. (2001), « Risque, l'incertitude, et financement bancaire de la P.M.E camerounaise: l'exigence d'une analyse » ; *Center for Economic Research on Africa*, School of Business Montclair state University Upper Montclair ; new jersy 07043.

Nekhili M. et Derbel M. (2007), « L'importance des variables structurelles et comportementales dans la décision d'accord de crédit aux PME tunisiennes » ; *Revue Internationale PME*, vol. 20, n° 3-4, pp. 190-218.

Ngoa Tabi H. et Niyonsaba Sebigunda E. (2012), « Accès au crédit bancaire et survie des PME camerounaises : rôle du capital social » ; *Trust Africa*, rapport de recherche du fr-ciea n° 27/12.

Omenguele R. G. (2011), « *Crédit interentreprises au Cameroun : Essai d'observation et d'interprétations des pratiques* » ; Thèse de Doctorat PHD Université de N'Gaoundéré.

Omri A. et Bellouma M. (2008), « L'impact de la Qualité de la Relation Banque-Entreprise sur la Prime de Risque exigée des Entreprises Tunisiennes » ; *Revue des Sciences de Gestion*, n° 229, pp. 95-102.

Petersen M. A. et Rajan R. G. (1994), « Benefits of Lending Relationships: Evidence From Small Business Data » ; *Journal of Finance*, Vol. 49, n° 1, pp. 3-37.

Quartey P., Turkson E., Abor J., Y. et Iddrisu M. A. (2017), « Financing the Growth of SMEs in Africa : what are the constraints to SMEs Financing within Ecowas ? » ; *Review of Development Finance* ; n° 7, pp. 18-28.

Rapport de l'Institut Nationale de la Statistique (2009), « Recensement général des entreprises au Cameroun ». »

Rapport de l'Institut Nationale de la Statistique (2016), « Recensement général des entreprises au Cameroun. »

Refait C. (2003), « La multi bancarité des entreprises : choix du nombre de banque vs choix du nombre de banques principales » ; *Revue Economique*, n° 54 pp. 649-662.

Robb A. et Wolken J. (2002), « Firm, Owner, and Financing Characteristics: Differences Between Female and Male –Owned Small Business », *Finance and Economics Discussion Series 2002-18*, Board of Governors of the Federal Reserve system (U.S).

Sacerdoti, E. (2009), « Crédit et secteur privé en Afrique: Évolution et enjeux », *La Revue Proparco*, N° 1, pp.9-11.

St-Pierre J. (1999), « La Gestion financière des PME. Théorie et pratique », *Québec Presses de L'Université du Québec*.

Takoudjou N. A., Djoutsa W. L. et Simo K. B. (2013), « Etude de l'impact de la gestion des données comptables sur la décision d'octroi de crédit bancaire aux PME » ; *African Journal of Social Sciences*, vol. 3, n° 3, pp. 18-28.

Tlili R. (2012), « Comment justifier la multibancarité au sein des pme ? » ; thèse de doctorat, université Paris-Dauphine, laboratoire d'économie de dauphine (LEDA), pôle économie financière (SDFI).

Von Thadden E. L. (1995), « Long-Term Contracts, Short-Term Investment and Monitoring » ; *Review of Economic Studies*, vol. 62, pp. 557-575.

Wamba H. (2013), « Capital Social et accès des PME Africaines au crédit bancaire : le cas du Cameroun » ; *Revue des Sciences de Gestion*, n° 259-260, pp. 53-68.

Wamba H. et Tchamambe-Djine L. (2002), « Information financière et politique d'offre de crédit bancaire aux PME: cas du Cameroun » ; *Revue Internationale PME*, n° 15, pp. 87-114.

Wanda R. (2001), « Structure financière et performance des entreprises dans un contexte sans marché financier : le cas du Cameroun » ; *Revue Financier*, Site [www. Cybel.fr](http://www.Cybel.fr), pp.16.

Williamson O. (1985), « The Economic Institutions of Capitalism » ; New York, Edition Free.

Ziane Y. (2004), « Nombre de banques et relations de crédit » ; *Revue Economique*, vol. 55, n° 3, pp. 419-428.